

Chiffrement des iPhone : les Etats-Unis menacent Apple de réclamer le code source d'iOS

Si Apple s'obstine à refuser d'apporter son aide au FBI dans le déchiffrement d'un iPhone ayant appartenu à un des auteurs de la tuerie de San Bernardino, le gouvernement américain envisage de l'obliger à **fournir le code source de iOS** ainsi que la **clef lui servant à chiffrer les mises à jour de l'OS**. L'hypothèse apparaît dans une note d'un document que le département américain de la Justice a publié en fin de semaine dernière. On y lit : « *Le FBI ne peut pas modifier par lui-même le logiciel de l'iPhone de Farook (un des deux terroristes de la tuerie de San Bernardino, le 2 décembre dernier, NDLR) sans accès au code source et sans la signature électronique privée d'Apple. Le gouvernement n'a pas cherché à contraindre Apple à fournir ces éléments parce qu'il pensait qu'une telle requête serait moins acceptable pour Apple (que celle demandant une aide technique de constructeur, NDLR). Si Apple venait à préférer cette voie cependant, cela fournirait une alternative qui demanderait moins de travail aux développeurs Apple.* »

Coup de pression pour Apple

Rappelons qu'une injonction de justice, datant de février, demande à la firme à la pomme d'aider le FBI à accéder aux données d'un iPhone ayant appartenu à Syed Rizwan Farook, qui a trouvé la mort dans la course poursuite avec la police qui a suivi le mitraillage de San Bernardino. L'agence fédérale souhaite que Cupertino développe une **version customisée de iOS** afin de contourner certaines sécurités de l'iPhone. En particulier, cette mouture modifiée doit permettre au FBI de multiplier les tentatives d'accès à l'iPhone de Farook, alors que, par défaut, celles-ci sont limitées à 10. [Apple s'est élevé contre cette injonction](#), estimant que les demandes de la justice reviennent à développer une backdoor dans son OS. L'entreprise a aussi fait remarquer que cette injonction revenait à faire peser la charge des développements sur ses développeurs, ce qui lui paraissait anormal. D'où la nouvelle piste lancée discrètement par le département de la Justice.

Histoire de bien mettre la pression sur Cupertino, ce dernier ne se prive pas de rappeler qu'un précédent existe, avec Lavabit. Dans le cas de ce fournisseur de messagerie chiffrée, le fondateur de l'entreprise avait choisi de **saborder sa société juste après avoir été obligé de remettre au gouvernement la clef privée de sa solution**. Ladar Levison, le fondateur de Lavabit, service qui a été utilisé par Edward Snowden pour communiquer, devait s'acquitter de 5 000 \$ par jour d'amende en cas de refus de remettre cette clef au gouvernement.

A lire aussi :

[L'affaire Apple-FBI, une menace pour le Privacy Shield ?](#)

[Contre le FBI, les experts en chiffrement soutiennent \(presque tous\) Apple](#)

[Déblocage de l'iPhone : John McAfee s'apprête à manger une chaussure](#)

Crédit photo : Lester Balajadia / Shutterstock